



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 11 octobre 2009

N° 360

PRIX : 0,60 Euro

GUINÉE-CONAKRY



UN RÉGIME SANGUINAIRE !

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Guinée: Un régime sanguinaire

Page 4

Sénégal: Wade et son bourreau de "fils" Dadis

Page 5

Procès Habré: Quand le bourreau porte plainte contre son protecteur

Page 7

Mali: La réhabilitation du pont de Kayes a coûté cher en vies humaines

Page 8

Madagascar: Accord de fin de crise mais les leaders continuent de s'affronter

Page 9

Crise du lait en Europe: Le capitalisme appauvrit d'un côté et affame de l'autre

ABONNEMENT
FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY CedexGUINÉE-CONAKRY**UN RÉGIME SANGUINAIRE !**

Le 28 septembre dernier, alors que des dizaines de milliers de personnes sont venues assister pacifiquement à un grand rassemblement au stade de Conakry à l'appel des partis d'opposition hostiles à la junte au pouvoir, le dictateur Dadis Camara a dépêché sa garde présidentielle pour massacrer les manifestants. Ce fut un véritable bain de sang. Les « bérets rouges » ont tiré à bout portant. Il y aurait eu au moins 157 tués (300 selon certains). Plusieurs femmes ont été violées. Des centaines de personnes ont été blessées par balles ou à la baïonnette.

Le capitaine Dadis Camara qui s'est emparé du pouvoir le 23 décembre 2008, au lendemain de la mort du général-président Lansana Conté, fait régner la terreur dans ce pays qui n'a connu que la dictature sanglante depuis son accession à l'indépendance en 1958. Durant plus d'un quart de siècle ce fut sous la terreur de Sékou Touré. A la mort de celui-ci, en 1984, c'est le général Lansana Conté qui prit le pouvoir et ne le lâcha pas jusqu'à sa mort à la fin de l'année 2008. Et depuis cette date c'est toujours l'armée qui tient le pouvoir sous les ordres de Dadis Camara.

Ce dernier, lorsqu'il prit le pouvoir, déclarait à qui voulait bien le croire, que c'était juste pour assurer « la transition » vers un gouvernement civil après une élection présidentielle à la quelle, disait-il, il n'allait pas postuler. Durant cette transition, il promettait de combattre la corruption, de mettre fin aux détournements des fonds de l'Etat, aux coupures incessantes de l'électricité, à l'insalubrité dans la capitale, d'utiliser l'argent de l'Etat pour réaliser des travaux d'infrastructures utiles pour le pays.

Un certain nombre de personnes ont cru à ses mensonges et pensé qu'il fallait lui faire confiance et lui donner le temps de réaliser ces promesses. Certains dirigeants politiques se disant « de la mouvance démocratique » sont même venus lui apporter leur soutien et ont obtenu en échange quelques postes lucratifs. Ce sont les mêmes, ou du même acabit, que ceux qui hier encore avaient mangé dans la main du précédent dictateur et qui étaient devenus des « opposants » à Lansana Conté quand celui-ci ne voulait plus d'eux.

Mais au fur et à mesure que les jours passaient, Dadis Camara montrait son vrai visage, celui du dictateur sanguinaire assoiffé de pouvoir et ne voulant plus le lâcher au profit d'autres postulants.

Les travailleurs, les petits paysans ainsi que l'ensemble des petites gens qui constituent l'écrasante majorité de la population souffrent terriblement de ces régimes dictatoriaux et corrompus qui se succèdent depuis l'indépendance. Mais ils ne peuvent compter ni

sur les dirigeants des partis politiques bourgeois qui se disent aujourd'hui « opposants » à la dictature de Dadis Camara, ni sur l'aide des dirigeants des pays occidentaux qui ne s'intéressent qu'aux richesses minières de la Guinée au profit des multinationales qui les exploitent. Voilà pourquoi les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation et leurs propres luttes. Ils ont déjà montré à plusieurs reprises leur capacité de se mobiliser et leur combativité, notamment lors de la vague de grèves de 2007.

GUINÉE

QUI SONT LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION A DADIS CAMARA ?

La plupart des dirigeants actuels des principaux partis d'opposition à la junte sont issus du précédent pouvoir dictatorial de Lansana Conté. Ils se sont constitués en vaste rassemblement disparate intitulé Forum des Forces Vives de la Guinée (FFVG). Parmi eux on retrouve deux anciens Premiers ministres, Sidya Touré (actuel dirigeant de l'Union des Forces Républicaines), et Cellou Dalein Diallo (Union des forces démocratique de Guinée).



Cellou Dalein ex-Premier ministre principal "opposant" à Dadis Camara

D'autres n'ont été « que » ministres ou ayant des hauts postes sous l'ancien régime. Tous ces gens-là ont bien « mangé » sous le régime précédent. Certains avaient été écartés du

pouvoir par Lansana Conté. La vague de grèves qui avait secoué la dictature en 2007 avait donné des ailes à certains d'entre eux. Ils se sont autoproclamés « opposants ».

Quand Dadis Camara avait pris le pouvoir le lendemain du décès du général Conté, un certain nombre de ces opposants de circonstance se sont rapprochés du nouveau dictateur pour monnayer des postes. Quelques uns d'entre eux ont dû fuir vers d'autres pays. C'est le cas de Cellou Dalein qui a misé sur le retrait de Dadis Camara pour se présenter en « sauveur de la nation », à la future élection présidentielle, si elle a lieu.

Tous ces gens-là attendaient sagement que Dadis se retire de lui-même du pouvoir ou qu'il soit contraint de s'en écarter sous la pression de l'Union Africaine ou des dirigeants des pays occidentaux. Mais entre temps, le régime de Dadis Camara est devenu de plus en plus impopulaire. Malgré la dictature, des gens ont osé publiquement le contester en faisant la grève. Ce fut le cas des chauffeurs de taxi, des enseignants, des magistrats, entre autres. Du coup, ceux qui se sont baptisés « Forces vives » se montraient de plus en plus ouvertement contre Dadis et réclamaient son départ. C'est alors que Cellou Dalein, l'ex-Premier ministre de Conté fit

son retour en fanfare, le 13 septembre dernier. Il fit une démonstration de force en rassemblant entre 60 et 100 000 personnes le jour de son arrivée à Conakry.

Quinze jours plus tard c'est l'ensemble des partis d'opposition, soutenus par les syndicats des travailleurs, des dirigeants religieux, qui organisent un grand rassemblement au stade de Conakry. Dadis Camara fit ouvrir le feu. Ce fut un carnage. Aucun des principaux dirigeants de l'opposition n'a été tué. Néanmoins, ils ont été bastonnés et quelques uns grièvement blessés.

Est-ce pour autant que les jours de Dadis Camara sont comptés comme le laissent croire un certain nombre de dirigeants de l'opposition? Il est difficile de le dire à l'heure actuelle. En revanche on peut dire avec certitude que ceux qui, parmi les civils, postulent à la direction de l'Etat, s'ils y parviennent à la faveur d'une élection, ne mettront pas fin à la misère, à la corruption et à la dictature. Les travailleurs et les déshérités ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes pour améliorer leur sort.

WADE ET SON BOURREAU DE « FILS » DADIS



*A. Wade en compagnie de Dadis Camara
le 12 septembre dernier à Conakry*

Lors de la dernière manifestation des opposants à la junte militaire, un certain nombre de manifestants arboraient des pancartes dénonçant le soutien du président sénégalais au capitaine sanguinaire Dadis Camara. On pouvait par exemple y lire : « Wade escroc international ». Des ressortissants sénégalais résidant à Conakry avaient même été pris à partie injustement par des manifestants. Car le soutien de Wade à la junte est une chose, mais le reprocher à des ressortissants sénégalais qui mènent la même vie dure que l'ensemble des petites gens, en est une autre.

Le chef d'Etat sénégalais est en effet un des rares dirigeants africains qui a soutenu ouvertement l'arrivée au pouvoir de la junte. Depuis le coup d'Etat du 23 décembre 2008, il a effectué quatre visites à Conakry. La dernière en date est celle du 12 septembre dernier, quelques jours avant le massacre perpétré par la garde présidentielle de Dadis Camara. Il montrait encore toute sa tendresse envers ce bourreau en marchant bras dessus bras dessous avec lui et en déclarant : « Dadis, c'est mon fils ». Aux dirigeants africains qui, au sein de l'Union Africaine, demandaient au chef de la junte de se retirer du pouvoir, ainsi qu'aux dirigeants occidentaux qui avaient pris de la distance avec la junte, il disait : « Dadis est populaire » et qu'il fallait qu'ils viennent voir de « leur propres yeux ce qui se passe en Guinée ».

Le lendemain du massacre du 28 septembre il aurait confié : « J'ai été très critiqué sur ce dossier, et je vous avoue que je ne sais plus par quel bout le prendre ». Ce qui est sûr c'est que ce n'est pas la première fois qu'il soutient un dictateur africain. Ce qui ne l'empêche pas de s'ériger en donneur de leçons de « démocratie » et de « respect des droits de l'homme » à ses compères africains.

SÉNÉGAL**WADE A UNE SOIF INTARISSABLE DU POUVOIR**

Abdoulaye Wade qui en est déjà à son deuxième mandat présidentiel a laissé entendre qu'il veut briguer un troisième mandat en 2012. Il aura alors 86 ans. C'est pourtant lui-même qui, en 2001, avait modifié la Constitution en limitant le nombre de mandats présidentiels à deux. Les textes adoptés en 1998 sous Abdou Diouf ne comportaient aucune limitation du nombre de mandats. Quant à la durée du mandat présidentiel, elle a été modifiée deux fois. De 7 ans avant 2001 elle est passée à 5 ans à la demande de Wade. A la suite d'une nouvelle modification en 2008, toujours à la demande Wade, elle est repassée à 7 ans.

Wade fait et défait les textes selon ses envies et ses ambitions. C'est de la même manière qu'il avait supprimé le Sénat à son ar-

rivée au pouvoir pour le ressusciter quelques années plus tard afin de donner des postes de sinécure à ses partisans. Il a fait de son fils, Karim, son « dauphin ». Ce dernier a été fait « ministre d'Etat », fin avril 2009. Il cumule quatre portefeuilles (Coopération internationale, Aménagement du territoire, Transports aériens et Infrastructure). Ce qui fait que certains l'appellent « ministre du ciel et de la terre ». Mais pour le moment son papa a décidé de se succéder à lui-même.

Ce qui est sûr c'est que quel que soit celui qui sera demain au pouvoir, les travailleurs, les petits paysans comme l'ensemble des petites gens ne peuvent attendre des améliorations de conditions d'existence que de leurs propres luttes.

UNE MÉGALOMANIE QUI N'A PAS DE LIMITE !

Une grande statue haute de 50 mètres est en train d'être érigée dans la capitale sénégalaise, à la demande de Wade pour symboliser selon lui la « Renaissance africaine ». Son coût s'élève à 14 milliards de francs Cfa. Un tel gaspillage de l'argent public scandalise légitimement de nombreux habitants des quartiers pauvres de la capitale. Quand ils demandent par exemple aux autorités de construire des canaux d'évacuation pour que les eaux n'inondent pas leurs quartiers pendant la saison de pluie, on leur répond que l'Etat n'a pas les moyens. Et particulièrement

cette année, les dégâts ont été importants dans les banlieues populaires. Des familles ont tout perdu. Il y a même eu des morts suite aux inondations. Les eaux stagnantes augmentent la prolifération des moustiques et les maladies se propagent. La vie de ceux-là ne fait pas partie des priorités de Wade. En revanche il a trouvé 14 milliards pour une œuvre futile de prestige personnel. Peu lui importe si juste à côté il y a des habitants qui vivent au milieu des détritiques et pataugent dans des mares nauséabondes.

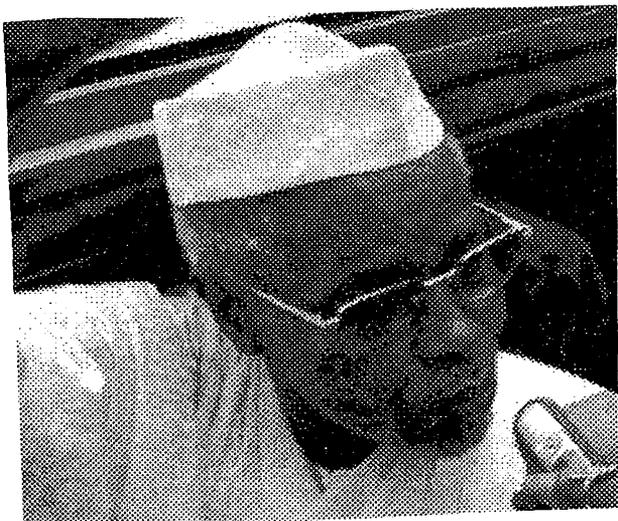
PROCÈS HABRÉ**QUAND LE BOURREAU
PORTE PLAINTÉ CONTRE SON PROTECTEUR**

La cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a commencé à examiner le 23 septembre dernier à Abuja au Nigéria, la plainte

de l'ancien président du Tchad Hissen Habré contre son protecteur Abdoulaye Wade pour, tenez-vous bien, « violation des droits de l'homme ». Selon cet ancien dictateur du Tchad,

le gouvernement sénégalais, mandaté par l'Union africaine pour organiser son procès aurait « violé » plusieurs principes juridiques et menacé certains de ses droits. Aussi demande-t-il à la cour de justice de la Cedeao d'ordonner la fin des poursuites à son égard.

Quel culot ! C'est l'histoire de « l'arroseur arrosé ».



*H. Habré ex-dictateur du Tchad
réfugié à Dakar*

Que s'est-il passé pour que Habré qui a trouvé asile au Sénégal depuis décembre 1990 date à laquelle il a été chassé du pouvoir à Ndjaména par Idriss Deby, se retourne contre son protecteur ?

Pourtant Wade, comme on le sait, a tout fait pour faire traîner en longueur le procès contre Habré, accusé par ses anciennes victimes de « crimes contre l'humanité » pour avoir fait torturer ou tuer des opposants politiques mais aussi tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec sa politique dictatoriale. Les prétextes n'ont pas manqué : tantôt c'est que le Sénégal ne serait pas habilité à juger des crimes commis ailleurs, hors de son territoire; tantôt c'est l'argent qui manquerait pour organiser le procès, etc.

A cela il faut ajouter le fait que Habré est devenu l'un des riches talibés de la confrérie de Tivaouane ; il bénéficie ainsi du soutien du grand khalife. Ce soutien du grand marabout est très important quand on sait le poids des grandes confréries religieuses dans ce pays.

En outre il s'est marié à une femme sénégalaise et aurait acquis, semble-t-il, la nationalité sénégalaise.

Enfin avec l'argent volé dans les caisses de l'Etat tchadien, il a investi au Sénégal, notamment dans la construction des hôtels de luxe.

Alors pour le moment on ne sait pas quelle mouche a piqué Habré pour qu'il se rebelle contre son protecteur Wade.

En tout cas la cour de justice de la Cedeao examine le cas Habré. Les avocats des victimes de l'ancien dictateur tchadien ont demandé à témoigner à ce procès parce que, disent-ils, si Habré obtient gain de cause, ce sera la fin des poursuites contre cet assassin.

Crainte légitime quand on sait que les chefs d'Etat africains au pouvoir, en particulier Idriss Deby, à l'époque bras droit de Habré et exécuteur de ses basses besognes, les anciens présidents déchus ou à la retraite exercent de grosses pressions pour que le procès de Habré n'ait pas lieu car en cas de condamnation de ce dernier, ils risquent à leur tour d'être poursuivis, eux qui ont aussi les mains tachées de sang de leurs victimes.

Derrière ce procès se profile l'ombre du commanditaire, le gouvernement français qui a demandé il y a environ 20 ans, au régime de Abdou Diouf de bien vouloir accorder l'asile politique à Habré. Wade a hérité de ce colis encombrant.

MALI**LA RÉHABILITATION DU PONT DE KAYES
A COUTÉ CHER EN VIES HUMAINES**

Fermé depuis le 29 mars 2009, le pont de Kayes a été rouvert, à la grande joie de la population, le 4 septembre après trois mois d'intenses travaux de réhabilitation. Il était devenu très dangereux pour le passage des poids lourds car il présentait des dégradations importantes par endroits.

Ce pont a été construit il y a une dizaine d'années pour désenclaver cette région du fleuve Sénégal. Et depuis la crise ivoirienne de 2002, une grande partie du transport des marchandises vers Bamako passait par Kayes. De ce fait, cet unique pont a été fortement emprunté par les poids lourds venant du Sénégal, de la Gambie et d'ailleurs. Ces dernières années, 70% du trafic routier (environ 200 camions par jour) à destination de Bamako passait par Kayes. La douane frontalière a enregistré en 2008 plus de 7 milliards de recette. Ce pont est d'une importance capitale pour l'économie du Mali, car il est le seul corridor routier reliant Bamako au port de Dakar.

C'est finalement l'intensification du trafic qui a détérioré le pont. Initialement il n'était pas prévu pour une telle utilisation. Résultat : les dégâts sont si importants que c'est devenu dangereux pour les usagers. En effet la population utilise ce même pont pour passer du quartier d'habitation Kayes N'di au quartier administratif et commercial Kayes Bâ.

Les autorités ont donc décidé la réfection de ce pont. Mais pendant ces trois mois, une solution efficace de remplacement n'a pas été prévue. En effet la chaussée submersible mise en

place depuis 1922 est vieille et il a fallu la rénover pour la remettre en service. Mais elle était mal adaptée pour le transport des poids lourds et des personnes à la fois : deux jeunes sont tombés à l'eau et morts noyés dans le fleuve. Cette chaussée a même cessé de fonctionner un certain temps quand des lâchers d'eau du barrage de Manantali l'ont submergée. D'autre part, le bac de Gao amené par les autorités pour le transport des poids lourds, posait lui aussi de gros problèmes car les quais d'embarquement sont mal adaptés, voire inexistants.

Mais les autorités se sont contentées de ces deux mauvaises solutions pour le passage des véhicules.

Que restait-il pour les piétons de la ville de Kayes ? Des pirogues traditionnelles ! Chaque matin des milliers de jeunes, des fonctionnaires, des petites gens ont été obligés d'utiliser ce moyen, moins cher, pour aller travailler. Mais les pirogues traditionnelles ne sont pas adaptées pour un usage intensif, surtout pendant la période d'hivernage quand la crue du fleuve rend le passage difficile et dangereux. Bien des gens plaisantaient amèrement en comparant cette traversée à celle des clandestins lorsqu'ils embarquent sur des petits bateaux de fortune pour aller vers l'Espagne ou l'Italie. C'est ainsi qu'il y a eu au moins cinq morts au cours des mois d'hivernage.

Finalement, la population a payé cher cette réhabilitation. Un vrai pont moderne pour la grande circulation serait plus que nécessaire.

MALIENS EXPULSÉS DE LIBYE

Récemment un avion charter transportant cent cinquante trois maliens a atterri à Bamako. Ils sont arrivés dans des conditions révoltantes.

Auparavant ils ont été emprisonnés, bastonnés, mal nourris pendant plusieurs mois sous prétexte qu'ils étaient clandestins et sans papier. Certains

pourtant possédaient des documents en règle et exerçaient diverses activités dans le pays. Ils sont arrivés à Bamako en laissant derrière eux tous leurs biens. Ils ignorent les raisons de leur arrestation et expulsion.

Déjà la vie des travailleurs immigrés en Libye n'est pas facile. Avec ou sans papier, ce sont eux qui font les sales travaux et les plus pénibles. Ils sont sous-payés, voire pas du tout. Ils subissent le mépris et les exactions de la police et des patrons. Ainsi les autorités libyennes accomplissent leur sale travail en emprisonnant et expulsant régulièrement des immigrés vers leur pays d'origine. La Libye devient ainsi un avant poste de centre de réten-

tion, en Afrique même, de tous ceux qui tentent d'aller vers l'Europe.

En effet elle a conclu des accords avec des Etats européens, en particulier l'Italie pour refouler tous les clandestins susceptibles de prendre la route vers l'Europe. Les dirigeants européens peuvent dormir tranquille. Ce sont des Etats africains comme la Libye, le Maroc ou le Sénégal qui font la police pour eux.

Par contre les dirigeants maliens ou sénégalais ne disent rien dans cette situation parce que Kadhafi les a coincés par des liens financiers qu'ils n'ont pas envie de mettre en cause. Finalement ils sont tous complices.

MADAGASCAR

ACCORD DE FIN DE CRISE MAIS LES LEADERS CONTINUENT DE S'AFFRONTER

Les quatre principales mouvances politiques du pays c'est-à-dire les partis liés respectivement aux trois derniers présidents de la république et celui dirigé par l'actuel président de la HAT, ont enfin signé un accord à l'hôtel Carlton à Antananarivo portant sur les noms des dirigeants qui devraient gouverner le pays jusqu'aux prochaines élections. Lors d'une précédente rencontre qui avait eu lieu à Maputo au Mozambique le 9 août, ils s'étaient trouvé un terrain d'entente sur la répartition des postes entre eux mais étaient restés en désaccord sur la nomination d'un Premier ministre de consensus. Andry Rajoelina vient de lâcher son Premier ministre Monja Roindefo, chef du parti Monima au profit de Eugène Mangalaza, un proche de l'ancien président Didier Ratsiraka, originaire de Toamasina deuxième ville et principal port maritime du pays.

Avec la nomination de l'ancien Premier ministre de l'ex-président Albert Zafy, Emmanuel Rakotovahiny, au poste de vice-président de la transition, on pourrait dire que

tous les protagonistes auront trouvé chaussure à leur pied c'est-à-dire un poste à la hauteur de leur ambition. Eh bien non car ceux qui se sont sentis lésés par l'accord, c'est-à-dire les partisans de Roindefo épaulés par diverses autres formations politiques, ont constitué le VMF « Front de souveraineté » (Vondrona Miaro ny Fiandrianampirenena) et organisent des manifestations de « résistance populaire » pour dire non à « l'ingérence des puissances étrangères », aussi bien à Toliara sa ville d'origine qu'à Antananarivo la capitale.

Un autre mécontent est le président déchu Marc Ravalomanana. Il a fait savoir qu'il s'oppose au maintien de Andry Rajoelina dans son poste de président de la HAT, sauf si celui-ci renonce formellement à se porter candidat aux prochaines élections présidentielles prévues pour avant juin 2010. Il a en même temps annoncé qu'il refuse de se rendre à la réunion des chefs de file destinée à parapher l'accord de Carlton, prévue pour les 12 et 13 octobre, si celle-ci a lieu en France.

Les autorités françaises quant à elles ne sont pas neutres dans cette histoire. Philippe de Villiers président du conseil général de Vendée, qui a rejoint récemment les rangs de l'UMP de Sarkozy, effectue en compagnie d'une importante délégation une tournée à travers la Grande Ile. Il a annoncé qu'il était prêt à recevoir Andry Rajoelina en tant que chef d'Etat. C'est une manière pour lui, mais surtout pour les dirigeants français de faire état de leur penchant parmi les protagonistes en lice. Mais la France a plusieurs fers au feu, que ce soit sous forme de partisans de Ratsiraka ou de ceux de Zafy.

Les Etats-Unis avaient dès le début de la crise fait savoir leur hostilité à l'égard du pouvoir actuel et surtout à l'égard de Roindefo. Maintenant que les accords de Maputo complétés par ceux de Carlton sont signés, l'ambassadeur américain Niels Marcardt a déclaré : « Vu l'évolution positive de la situation politique, nous espérons pouvoir reprendre la série de programmes que les Etats-Unis ont pris l'habitude d'entreprendre ici ».

La situation économique du pays et surtout celle des classes pauvres est au bord de la catastrophe. La monnaie nationale perd beaucoup de sa valeur. Au mois de mai 2009, un euro valait 2600 ariary, aujourd'hui il en vaut 3200. Les échanges économiques avec les autres pays

se sont progressivement taris en même temps que l'instabilité s'installait. L'économie s'est fortement ralentie sous les effets dévastateurs de la crise mondiale doublée par celle engendrée par la guéguerre entre les chefs. La misère et la famine font des ravages en même temps que les maladies. Les hôpitaux sont démunis et les médecins se révèlent impuissants face à l'affluence des malades dans les services. Et il n'y a pas que cela : le dénuement d'une partie de la population, la dégradation des services publics qui se traduisent par des coupures de courant, ont favorisé le développement de la délinquance urbaine voire du banditisme. Les routes, y compris les grands axes reliant les chefs lieu de province, n'échappent pas à ce phénomène. Des coupeurs de route sévissent la nuit et même parfois en plein jour contre les transporteurs de marchandises et les véhicules de passagers. Ces phénomènes se trouvent amplifiés par un certain manque de motivation des forces de l'ordre en proie aux querelles intestines consécutives à celles qui ont cours au sommet de l'appareil d'Etat et des clans politiques.

La majorité des gens et des travailleurs sont las de cette situation et souhaitent qu'on en finisse dans un sens ou dans un autre pourvu que les activités reprennent et que les difficultés s'atténuent.

CRISE DU LAIT EN EUROPE

LE CAPITALISME APPAUVRIT D'UN CÔTÉ ET AFFAME DE L'AUTRE

Cela fait de nombreuses semaines que dans plusieurs pays d'Europe les producteurs de lait, surtout les petits exploitants, manifestent leur colère face à l'effondrement des prix auxquels les industriels achètent leur production. Ils font la grève de livraison aux usines de conditionnement ou de transformation et aussi des opérations spectaculaires consistant à déverser des millions de litres de lait devant les immeubles des instances dirigeantes et sur les autoroutes ou dans les champs. Dans certaines

villes ils ont procédé à des ventes au public pour le prix de 25 centimes le litre. Des livraisons gratuites au profit d'organismes de charité ont également été effectuées ainsi que des opérations de distributions gratuites pour tous dans des lieux publics.

Les prix auxquels les trusts de l'agroalimentaire tels que Danone, Lactalis, Entremont ou Nestlé leur achètent leur production sont tellement bas que les petits producteurs n'arrivent plus à vivre de leur

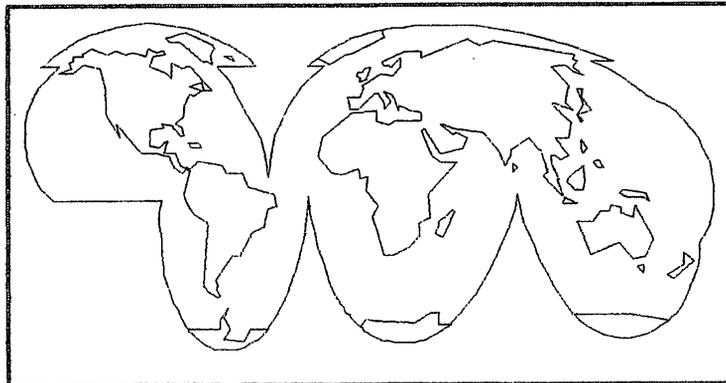
exploitation. C'est ainsi qu'en Europe plus de 300 000 exploitations ont disparu au cours des trois dernières années. Les instances dirigeantes n'avaient rien trouvé de mieux pour maintenir artificiellement les cours que l'instauration de quotas laitiers se traduisant par le déversement de milliers de tonnes dans les égouts ou dans les champs. Ces quotas ont été mis en place en 1984 et vont être levés en 2015, ce qui inquiète les syndicats de producteurs car la dérégulation se traduirait par un nouvel effondrement des cours. Mais pendant ce temps le prix de vente des produits laitiers aux consommateurs est le plus élevé possible.

C'est là un des aspects révoltants du système capitaliste. Tandis qu'à certains endroits

de la planète, les prix s'effondrent et ne permettent plus aux producteurs de vivre de leur activité, à d'autres endroits des millions d'êtres humains sont réduits à la famine parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter ne serait ce que le minimum pour survivre. Cela est valable pour le lait mais aussi pour le riz, le blé, le maïs ou l'huile. Les trusts et les grandes chaînes de distribution qui ont la mainmise et le monopole sur ce que nous consommons, réalisent ainsi des profits colossaux sans se préoccuper le moins du monde des conséquences que cela entraîne pour la majorité des gens.

Pour en finir avec cette manière de fonctionner, il est urgent de mettre fin à ce système de production absurde, injuste et inhumain.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.